



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COUR D'APPEL DE VERSAILLES
Service Administratif Régional
Service des marchés publics
5 rue Carnot
78 000 Versailles

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE

**Marché de travaux d'installation d'équipements centraux et de
caméras de vidéosurveillance au profit du Tribunal Judiciaire de
Chartres**

MAPA_ 2026_78_ 01

Marché passé en application des articles L.2123-1-1° et R. 2123-1-1° à R. 2123-6 du Code de la
commande publique

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LUNDI 6 JUILLET 2026 A 12 HEURES

(TERME DE RIGUEUR)

Sommaire

PREAMBULE	3
SECTION I : Identification de l'organisme qui passe le marché	3
SECTION II : Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur	3
SECTION III : Objet du marché.....	5
SECTION IV : Procédures.....	6
SECTION V : Délai d'urgence – justification	6
SECTIONVI : Condition de délai	6
SECTION VII : Allotissement et lieu d'exécution ou de livraison	7
SECTION VIII : Caractéristiques principales	7
SECTION IX : Division en lots	7
SECTION X : Durée du marché ou délai d'exécution	8
SECTION XI : Conditions relatives au marché	8
SECTION XII : Dossier de consultation	8
SECTION XIII : Conditions relatives à la candidature	9
SECTION XIV : Modalités de remise de l'offre.....	12
SECTION XV : Critères d'attribution	13
SECTION XVI : Attribution.....	14
SECTION XVII : Appréciation des équivalences dans les normes et les labels	14
SECTION XVIII : Autres renseignements	15
SECTION XIX : Contentieux	16

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

- ☒ TRAVAUX
- ☐ FOURNITURES
- ☐ SERVICES

PREAMBULE

Le présent marché à procédure adaptée ouverte est soumis aux dispositions des articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° à R.2123-6 du Code de la commande publique.

L'Acheteur public est l'Etat, Ministère de la Justice, Cour d'appel de Versailles.

Le Maître d'ouvrage est représenté conjointement par le Premier Président de la Cour d'appel de Versailles et le Procureur Général près ladite Cour, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, conformément aux articles R312-66 et R312-67 du Code de l'organisation judiciaire.

Le comptable public assignataire des paiements est le Trésorier Payeur Général des Yvelines, 16 avenue de Saint Cloud, 78000 VERSAILLES.

SECTION I : Identification de l'organisme qui passe le marché

- ☒ Etat
- ☐ Commune
- ☐ Autres
- ☐ Région
- ☐ Etablissement public national
- ☐ Département
- ☐ Etablissement public territorial

SECTION II : Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

1) Nom et adresse officiels de l'acheteur public :

Dénomination : Cour d'Appel de Versailles

Adresse : 5 rue Carnot RP 1113

Localité/ville : VERSAILLES cedex

Code postal : 78 011

Pays : France

Mail : rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr
sec.rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr

2) Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation doit être téléchargé à partir de la plate-forme des achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr disponible sous la référence :

- MAPA_2026_78_01

3) Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

www.marches-publics.gouv.fr

Point d'attention :

Les demandes de renseignements complémentaires devront être faites sur www.marches-publics.gouv.fr, au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres fixée au 1 de la section VI. Les réponses apportées par l'Administration seront alors adressées au plus tard six (6) jours ouvrés avant cette même date limite à tous les candidats, conformément à l'article R2132-6 du Code de la commande publique.

4) Adresse auprès de laquelle les offres doivent être déposées :

Les dossiers doivent être transmis de façon dématérialisée, sur la plate-forme des marchés www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence MAPA_2026_78_01 conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Toutes les modalités de dépôt des offres sont indiquées en annexe I du présent règlement de la consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute proposition qui ne sera pas remise dans les conditions précisées ci-dessus ou qui parviendra après la date et l'heure limites fixées à la page 1 du Règlement de Consultation et au 1) de la section VI ci-dessous ne sera pas prise en compte.

5) Adresse auprès de laquelle la copie de sauvegarde peut être envoyée ou déposée :

Le candidat est invité, à titre de copie de sauvegarde, à effectuer une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que cette copie de sauvegarde n'est ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (programme consultation malveillant, candidature ou offre électronique reçue de façon incomplète, hors délai ou qui n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres).

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le Maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une réparation dont il sera gardé trace selon l'arrêté du 22 mars 2019 susvisé.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Cour d'appel de Versailles
Service Administratif Régional
Service des Marchés Publics
5, rue Carnot
78011 VERSAILLES

SECTION III : Objet du marché

1) Objet du marché :

Le présent marché est un marché de travaux ayant pour objet l'installation d'équipements centraux et de caméras de vidéosurveillance au profit du Tribunal Judiciaire de Chartres.

Le marché a pour but de renforcer la sécurité des personnes, la sûreté des bâtiments du Tribunal Judiciaire de Chartres ainsi que la protection des données sensibles. C'est pourquoi ce marché impose à l'entreprise des obligations de résultat.

Toutes précisions utiles relatives à l'objet du marché, aux prestations et à leurs conditions d'exécution sont exposées dans les CCAP et CCTP du marché.

2) Type de marché de travaux :

Prestations de travaux d'installation de système anti intrusion.

3) Nomenclature (Classification CPV) :

Code CPV principal : 45233292 – Installation de dispositifs de sécurité

Codes CPV secondaires :

35120000 - Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité ;

32323500 – Système de surveillance vidéo

4) Forme du marché :

- | | |
|---|-----|
| ➤ S'agit-il d'un MAPA forfaitaire | OUI |
| ➤ S'agit-il d'un MAPA à bons de commande | NON |
| ➤ S'agit-il d'un MAPA avec un minimum et un maximum | NON |
| ➤ S'agit-il d'un MAPA avec seulement un maximum | OUI |
| ➤ S'agit-il d'un marché à tranches | NON |

SECTION IV : Procédures

1) Type de procédure : Marché à procédure adaptée ouverte établie en application des articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° à R.2123-6 du Code de la commande publique.

2) Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés (*dans le cas d'une procédure négociée*) ? : sans objet

3) Possibilité de recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires (*dans le cas d'un appel d'offres ouvert*) : OUI

4) Dialogue compétitif : NON

SECTION V : Délai d'urgence – justification

Sans objet

SECTION VI : Condition de délai

1) Date limite de remise des offres : **LUNDI 6 JUILLET 2026 à 12h00 (terme de rigueur)**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC), sera considéré comme hors délai.

2) Date prévue pour l'envoi de l'invitation à déposer une offre aux candidats sélectionnés (*dans le cas d'une procédure restreinte ou négociée*) : sans objet

3) Délai de validité des offres : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

SECTION VII : Allotissement et lieu d'exécution ou de livraison

Ce marché n'est pas alloti et il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations s'effectuent dans le lieu mentionné ci-dessous :

SITE
Tribunal Judiciaire de Chartres : <ul style="list-style-type: none">➤ Bâtiment A Principal 3, Rue Saint Jacques 28000 Chartres➤ Bâtiment B - Annexe 6, Rue du Palais de Justice 28000 Chartres➤ Bâtiment C - Eurelium 11, Rue du Cardinal Pie 28000 Chartres

SECTION VIII : Caractéristiques principales

1) Type de marché : Ce marché comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande. Il s'exécute par application de la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et du Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

2) Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) : sans objet

3) Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles : sans objet.

4) Refus des variantes : OUI

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

5) Option : NON

SECTION IX : Division en lots

1) Prestations divisées en lots : NON

2) Possibilité de présenter une offre pour un lot ☐ plusieurs lots ☐ l'ensemble des lots ☐
Sans objet

SECTION X : Durée du marché ou délai d'exécution

1) Durée du marché ou délai d'exécution :

Le marché est conclu pour une période prévisionnelle de six (06) mois, à compter de sa date de notification jusqu'au 31 mars 2027 maximum.

2) Date prévisionnelle de début des prestations : octobre 2026.

SECTION XI : Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigées : sans objet

2) Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le mode de règlement choisi par l'Administration est le virement. Aucune modification du mode de règlement ne peut avoir lieu. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à partir de la date de réception de la facture par l'Administration sur CHORUS.

3) Forme juridique du groupement de prestataires attributaire du marché : sans objet

4) Langue : Français

SECTION XII : Dossier de consultation

LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) et ses deux (02) annexes :

ANNEXE 1 : Modalités pratiques de la consultation dématérialisée ;

ANNEXE 2 : Attestation de visite ;

L'ACTE D'ENGAGEMENT, ses annexes financière et administrative :

Annexe financière :

ANNEXE 01 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;

Annexe administrative :

ANNEXE 02 : Déclaration de sous-traitance (DC4) ;

LE CCAP, à accepter sans modifications ;

Le CCTP et ses cinq (05) annexes :

- Annexe 01 : carnet de plans vidéosurveillance bâtiment A ;
- Annexe 02 : carnet de plans vidéosurveillance bâtiment B ;
- Annexe 03 : carnet de plans vidéosurveillance bâtiment C ;
- Annexe 04 : synoptique vidéosurveillance TJ CHARTRES ;
- Annexe 05 : guide DUEM ;

NB : Si le candidat remarque une anomalie technique sur les documents qui lui sont remis, il est invité à contacter le service le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la remise des plis. Le Titulaire ne pourra prévaloir d'une anomalie dans les dispositions du cahier des charges en cours d'exécution du marché.

SECTION XIII : Conditions relatives à la candidature

1) Visite de sites :

Les soumissionnaires doivent demander à effectuer une visite de site pour prendre connaissance de la volumétrie des besoins.

En outre, les soumissionnaires ne pourront effectuer qu'une seule visite, celle-ci pouvant être groupée pour des questions d'organisation de travail. A cet effet, il a été arrêté la date et horaire suivants pour l'effectuer : **18/06/2026 – 9h00.**

Dès lors, les soumissionnaires doivent impérativement s'inscrire par mail, auprès du Maître d'œuvre (consultant@cvoss.fr) **ET** du Service Administratif Régional de la Cour d'Appel de Versailles (entretien-immo.sar.ca-versailles@justice.fr) pour y participer.

Il y a lieu d'indiquer, qu'il ne sera répondu à aucune question oralement pendant la visite.

Aucune indemnité ni frais de déplacement n'est prévu.

Point d'attention :

L'attestation de visite doit impérativement être jointe au dossier d'offre (cf. section XIV du présent règlement de la consultation).

Il appartient aux candidats de solliciter toutes précisions qu'ils estimeront utiles à l'occasion de la visite du site judiciaire.

2) Renseignements concernant la situation propre du candidat

Le candidat doit transmettre les renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidats (application des articles R.2143-6, R.2143-7, R.2143-8, R.2143-9, R.2143-10, R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du Code

de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2.1 Critères de sélection des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1, R.2144-2, R.2144-3, R.2144-4, R.2144-5, R.2144-6, R.2144-7 du Code de la commande publique ne sont pas admises, les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont analysées, par le pouvoir adjudicateur, comme insuffisantes au regard des prestations objet de cet accord-cadre.

S'agissant des éléments de candidature à produire, les candidats choisissent l'une des options suivantes :

- Joindre les éléments au dossier d'offre conformément à l'article 2-1.1 ci-dessous ;
- Etablir un formulaire type pour le DUME conformément à l'article 2-1.2 ci-dessous.

2.1.1 Dossiers de candidature à joindre à l'offre

✓ Situation juridique – références requises

Le dossier devra être formalisé comme suit, et contenir les éléments suivants :

- La lettre de candidature : imprimé DC1 (ou tout autre document comportant les mêmes rubriques) dûment et intégralement renseignée, datée et signée par une personne habilitée à engager la société ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;
- La déclaration du candidat : imprimé DC2 (ou tout autre document comportant les mêmes rubriques) dûment et intégralement renseignée, datée et signée par une personne habilitée à engager la société ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques accompagné des annexes à joindre ; Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure ;
- Le cas échéant, le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise et tout document permettant de prouver que le signataire a l'habilitation pour engager la société (pouvoir en chaîne) ;
- Tout élément permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier les capacités techniques et financières du candidat (notamment références, présentation de la société et organisation).

Nota : Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance – [economie.gouv.fr \(https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

✓ **Capacité économique et financière – références requises ou DC2**

Renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat : chiffre d'affaires global, chiffre d'affaires relatif aux prestations considérées et résultats pour les trois dernières années.

✓ **Référence professionnelle et capacité technique – références requises ou DC2**

✚ **Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat sur les trois dernières années :**

- Conditions générales d'exploitation,
- Documentation présentant son organisation, ses moyens en personnel, effectifs, moyens annuels et importance du personnel d'encadrement,
- Moyens en matériels : outillage, matériel et équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution de marchés de même nature,
- Description des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise,
- Certificats de qualification professionnelle.

✚ **Liste des références en rapport et proportionnées avec l'objet du marché**

Une liste des principaux services fournis par le candidat au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé pour des prestations exécutées au cours des trois dernières années.

✚ **Certificats et habilitations particulières** exigées par la réglementation de ce secteur d'activité : Sans objet

✚ **Nombre maximal de candidats admis à présenter une offre : Sans objet**

✚ **Nombre minimal de candidats admis à présenter une offre : sans objet**

2.1.2 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME (document unique de marché européen).

Si le candidat établit un DUME, il ne devra pas fournir les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat et attestation sur l'honneur).

Ce DUME doit être impérativement rédigé en Français.

Toute offre remise dans une langue étrangère non traduite sera, de fait, éliminée de la présente consultation.

Pour plus de renseignements, le candidat peut consulter la page de la DAJ

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp> et le service permettant de remplir et réutiliser le DUME <https://ec.europa.eu/tools/esp/filter?lang=fr>.

Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure.

2.2. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, l'Administration a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

SECTION XIV : Modalités de remise de l'offre

Le dossier d'offre doit comporter :

1. L'Acte d'engagement et son annexe financière (DPGF-BPU) transmise **aux formats PDF et Excel**, dûment complétés par la personne habilitée ;
2. Le CCAP ;
3. Le CCTP et ses cinq (05) annexes ;
4. Le cadre de réponse technique ;
5. L'attestation de visite mentionnée au 1 de la section XIII du présent RC ;
6. Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) ;
7. L'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte.

POINTS D'ATTENTION :

- L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'Acte d'engagement et la DPGF-BPU **doivent tous être dûment complétés, paraphés, datés et signés par le représentant habilité** ;
- La DPGF-BPU doit être remise **aux formats PDF et Excel** et ce, afin de permettre une vérification des données saisies ;
- L'Administration **écartera toutes les offres** dont :
 - Le dossier d'offre est incomplet ; les pièces précitées (1 à 7) doivent impérativement être jointes au dossier d'offre ;
 - Les montants à indiquer dans l'annexe financière de l'Acte d'engagement (DPGF-BPU) **ne sont pas complètement renseignés**.
- En cas de discordance entre les différentes indications des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, **les montants indiqués dans l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications**. Dans cette hypothèse et/ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la DPGF, **l'attributaire sera invité à**

rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire précité porté sur l'Acte d'Engagement.

➤ **Ci-dessous, un récapitulatif complet des pièces à déposer :**

- L'Acte d'engagement [(article B (engagement du soumissionnaire) ; articles 3 (montant forfaitaire en euros) – 3.1 (sous-traitance) et 5 (avance)], et son annexe administrative relative à la Déclaration de sous-traitance (DC4) dûment complétés paraphés, datés et signés par la personne habilitée ;
- L'annexe financière transmise aux formats PDF et Excel, les 2 versions dûment complétés, paraphés, datés et signés par la personne habilitée ;
- Le CCAP, paraphé et signé par la personne habilitée ;
- Le CCTP, paraphé et signé par la personne habilitée ;
- Ses cinq (05) annexes, paraphées, datées et signées par la personne habilitée,
- Le cadre de réponse technique ;
- L'attestation de visite mentionnée au 1 de la section XIII du présent RC ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) ;
- Le DC1 ou DUME ;
- Le DC2 ou DUME ;
- L'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte ;
- L'attestation de régularité fiscale de l'année en cours ;
- L'attestation URSSAF de moins de (6) six mois ;
- Le Kbis (daté de moins de 3 mois) ;
- Cas particulier : la délégation de signature.

Document à conserver par le candidat : le présent règlement de la consultation (RC)

SECTION XV : Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

- **Le montant de l'offre : 40 %**

Cf. la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

- **La valeur technique de l'offre : 50 % :**

Ci-dessous les renseignements devant permettre d'évaluer le mémoire technique du ou des soumissionnaires sont :

✚ **Moyens humains affectés : 5 %**

✚ **Moyens matériels affectés : 10 %**

- ✚ **Méthodologie : 35% dont :**
 - description de la compréhension du marché : 15%
 - présentation du chantier, planning prévisionnel, procédure de mise en œuvre du projet, installation des équipements, organisation de travail en site occupé, organisation des études d'exécution, etc. : 15%
 - organisation technique ; procédure de vérification et de contrôle ; organisation de la réception ; maintenance) : 5 %
- ✚ **La politique environnementale de l'entreprise (démarches relatives aux conditions environnementales en lien avec l'objet du marché (cf. les articles 6.1 du CCAP et 2.4 du CCTP) : 10 %**

SECTION XVI : Attribution

Le candidat classé premier doit avant attribution du marché transmettre à la personne publique, les documents ci-dessous :

a) les certificats sociaux et fiscaux ;

La non remise des justificatifs à la date fixée, implique renonciation à l'attribution du marché ; son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la première est sollicité pour produire les mêmes documents avant que le marché ne lui soit attribué.

a) Certificats sociaux et fiscaux

Conformément aux articles L.2141-1, L.2141-2, L.2141-3, L.2141-4, L.2141-5, L.2141-6, L.2141-7, L.2141-8, L.2141-9, L.2141-10, L.2141-11, L.2341-1, L.2341-3, L.2341-4, L.2341-5 et R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019, le marché sera attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise **dans un délai maximal de 3 jours ouvrés**, à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant le respect des obligations fiscales ;
- Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant le respect des obligations sociales ; l'attestation sociale doit dater de moins de 6 mois (cf. articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail).

b) Fausses déclarations

Toute fausse déclaration tombe sous les dispositions de l'article 441-1 du Code pénal, sans préjudice d'une exclusion de la compétition en cours.

SECTION XVII : Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

Il est attiré l'attention des soumissionnaires sur le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits. Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le

soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification. Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

SECTION XVIII : Autres renseignements

1) Numéro de référence attribué par la personne publique : Marché de travaux d'installation d'équipements centraux de vidéosurveillance au profit du Tribunal Judiciaire de Pontoise

MAPA_2026_78_01

2) Définition des études à effectuer par les candidats lors d'un concours, d'un marché de conception réalisation ou d'un dialogue compétitif : Sans objet

3) Récompenses et jury : sans objet

4) Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :

- Date limite d'obtention : sans objet
- Frais de reprographie : sans objet
- Conditions et mode de paiement : sans objet

5) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration : Sans objet

6) Remise de la DPGF : OUI

Dans l'affirmative, valeur contractuelle : **OUI**

8) Renseignements complémentaires :

8.1- Modification de détail au dossier de consultation :

L'Administration se réserve le droit d'apporter au plus tard quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8.2- Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation a fait l'objet d'une dématérialisation à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Toutes les modalités pratiques relatives au téléchargement du dossier de consultation sont

listées en annexe 1 du présent règlement de consultation.

SECTION XIX : Contentieux

En cas de litige, la procédure de règlement amiable des différends susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché est définie à l'article 10.1 du CCAP.

En cas d'échec du règlement amiable, le différend relève de la compétence du tribunal administratif de Versailles sis à l'adresse ci-dessous :

Tribunal administratif de Versailles

56 Avenue de Saint Cloud

78000 Versailles

Téléphone : 01.39.20.54.00.